

**Direction des actions  
Interministérielles**

-----  
*Bureau de l'environnement  
et de l'aménagement du territoire*

-----  
*3D.3B.BF*

**ARRETE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE  
Société CRISTAL UNION à BETHENIVILLE**

**le préfet  
de la région Champagne-Ardenne  
préfet du département de la Marne  
officier de la légion d'honneur**

**INSTALLATION CLASSEE**  
N° 2003.APC.80 IC

**Vu :**

- Le livre V, titre I du code de l'environnement, annexé à l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000,
- le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,
- l'arrêté préfectoral du 6 avril 1995, modifié le 5 octobre 2000, autorisant la société CRISTAL UNION à exploiter une unité de distillation d'alcool sur le territoire de la commune de BETHENIVILLE,
- le dossier présenté par la société CRISTAL UNION en vue de la construction au lieu-dit du Mont de Merlan de trois bassins de stockage des eaux condensées issues de la concentration de vinasses,
- l'enquête publique qui s'est déroulée du 19 novembre au 19 décembre 2001,
- les avis émis par les services administratifs consultés :
  - monsieur le directeur départemental de l'équipement, le 3 décembre 2001,
  - monsieur le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le 23 novembre 2001,
  - monsieur le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le 5 décembre 2001,
  - monsieur le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le 26 novembre 2001,
  - monsieur le directeur régional des affaires culturelles, le 11 décembre 2001,
  - monsieur le président du conseil général de la Marne, direction des infrastructures et du patrimoine, le 7 décembre 2001,
  - conseil municipal de BETHENIVILLE en séance du 11 décembre 2001,
  - conseil municipal de PONTFAVERGER-MORONVILLIERS en séance du 30 novembre 2001,
  - conseil municipal de HAUVINE (08) en séance du 21 décembre 2001,
  - le sous préfet de Reims, le 21 janvier 2002,
- le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mars 2004, ci-joint,
- l'avis favorable émis par les membres du conseil départemental d'hygiène le 3 juillet 2003,.

**Considérant que :**

- la société CRISTAL UNION a décidé la construction de trois nouveaux bassins de stockage avant épandage des effluents de la distillerie, en remplacement des deux bassins situés dans l'enceinte de l'établissement,
- les deux anciens bassins sont appelés à devenir des bassins de secours pour le stockage des effluents,
- les préconisations de l'étude géotechnique réalisée par le CEBTP sont respectées afin de garantir la stabilité des ouvrages,
- les conditions de conception, de réalisation, de contrôles et de mise en service des nouveaux bassins sont de nature à prévenir toute fuite,
- il convient toutefois, d'implanter de nouveaux piézomètres pour pouvoir détecter rapidement toute fuite,
- les conditions d'exploitation sont de nature à prévenir les nuisances olfactives,
- l'intégrité du nouvel ouvrage devra être périodiquement contrôlée,

**Le demandeur entendu,**

**Sur** proposition de madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement

## **Arrête :**

### **Titre I - Prescriptions générales**

#### **article 1 -**

La société CRISTAL UNION, dont le siège social se situe ZI les sohettes 6 BP 10- 51110 BAZANCOURT, est autorisée à mettre en service trois nouveaux bassins de stockage des effluents de la Distillerie de BETHENVILLE, tels que décrits dans le dossier de septembre 2001.

La mise en application à la date d'effet des prescriptions du présent arrêté entraîne l'abrogation de toutes les dispositions antérieures, contraires ou identiques, ayant le même objet.

L'arrêté cesse de produire effet lorsque l'installation classée n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

#### **article 2 -**

L'article 4.11.1 de l'arrêté préfectoral du 6 avril 1995 est remplacé par l'article 4.11.1 nouveau suivant :

#### **Article 4.11.1. nouveau : bassin de stockage des eaux résiduelles**

##### **a) ouvrages**

L'établissement dispose de 6 bassins de stockage des eaux résiduaires (définis aux articles 4.5. et 4.6. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 avril 1995) étanches, roulables, suffisamment éloignés de tout immeuble habité ou occupé par des tiers, et répartis comme suit :

- Deux bassins existants dénommés "digues" de 7.200 et 8.500 m<sup>3</sup>, dans l'enceinte de la distillerie qui pourront être utilisés comme bassins de secours pour le stockage des effluents et comme bassins de rétention des eaux d'extinction d'un éventuel incendie,

- Un bassin de 20.000 m<sup>3</sup> existant (Mont de Merlan) dénommé B1 ayant la fonction de clarificateur,
- Trois nouveaux bassins de 75.000 m<sup>3</sup> de capacité nominale chacun dénommés B2 à B4, le bassin B4 dit "de tête" étant aéré pour prévenir l'apparition d'odeurs.

Ces nouveaux bassins sont construits comme suit :

- fond en craie compactée et traitée à la chaux, enduite en surface au ciment, garantissant une perméabilité de  $10^{-8}$  m/s minimum,
- géomembrane d'étanchéité en bitume élastomère de 4 mm, ancrée en crête des digues,
- collecteur drainant sous chaque bassin relié à un regard de visite permettant de s'assurer de l'absence de fuite,
- dispositif de détection de fuites avec alarme de type SENSOR DDS constitué d'un réseau de capteurs électriques, système relié à la salle de contrôle de la distillerie,
- digues réalisées en craie compactée et traitée à la chaux ancrées de 1 m sous le niveau du sol et munies d'un même système de détection de fuites SENSOR.

Une clôture de 2 m de haut avec un portail fermé à clé protège le site. Cette clôture est doublée d'une haie pour une meilleure intégration dans paysagère.

#### b) fonctionnement

Les trois nouveaux bassins fonctionneront au maximum au 2/3 de leur capacité nominale pour permettre le transvasement d'un bassin dans les deux autres en cas d'incident.

Les bassins seront exploités de façon à ce qu'ils ne puissent pas être l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage.

A cet effet, le bassin B4 est muni d'un système d'aération garantissant une concentration en DCO inférieure à 1 500 mg/l (seuil reconnu comme engendrant des odeurs).

#### c) Surveillance des ouvrages

L'intégrité des bassins fait l'objet d'au moins un contrôle visuel hebdomadaire, destiné à vérifier la bonne tenue de l'ouvrage (stabilité des digues, étanchéité des bâches, ...).

Par ailleurs, le bon état des bassins et de leur dispositif d'étanchéité fait l'objet d'expertises complètes à intervalle n'excédant pas 10 ans.

Le tracé de la canalisation d'amené des effluents de la distillerie aux bassins fait l'objet d'un contrôle visuel journalier (recherche d'humidification au sol). Une mesure en continu des pertes de débit entre le départ et l'arrivée sur les bassins est réalisée.

La tuyauterie fait par ailleurs l'objet d'un test de recherche de fuite une fois par an.

Le système de détection de fuites SENSOR fait l'objet d'un contrôle de bon fonctionnement après la mise en eau des bassins, 6 mois et un an après celle-ci puis tous les ans en absence de déclenchement de l'alarme.

Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### d) Surveillance des eaux de nappe

La bonne tenue de l'étanchéité des bassins est contrôlée par le réseau de piézomètres existant (F16 à l'aval immédiat du bassin existant) et F13 à l'aplomb de la zone d'émergence naturelle) renforcé par l'implantation de deux nouveaux piézomètres PZ1 et PZ2 à l'aval des nouveaux bassins, conformément aux plans joints au présent arrêté.

L'exploitant fait procéder à des contrôles mensuels de la qualité des eaux souterraines pendant les 6 premiers mois de la mise en eau, puis à fréquence bi-annuelle ensuite (hautes et basses eaux).

Les paramètres à surveiller sont :

- hauteur de nappe,
- température, conductivité, pH,
- NH4, NO2, NO3, NK, SO4, Cl-, Na, Ca, K, Fe, PO4, DCO.

### **article 3 -**

Le 2<sup>ème</sup> alinéa de l'article 4.12.6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 avril 1995 est complété comme suit :

Concernant la surveillance de la nappe au droit de la zone d'implantation des bassins du Mont de Merlan, celle-ci est effectuée conformément à l'article 4.11.1.d. de l'arrêté préfectoral du 6 avril 1995.

## **Titre II - dispositions administratives**

### **article 4 - recours**

La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit d'un recours hiérarchique auprès du ministre de l'Ecologie et du Développement Durable, direction de la prévention des pollutions et des risques, risques service de l'environnement industriel, bureau du contentieux, 20 avenue de Ségur - 75302 - Paris Cedex SP, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Chalons en Champagne - 25 rue du Lycée - 51036 - Chalons en Champagne Cedex. Un éventuel recours hiérarchique n'interrompt pas le délai de recours contentieux

### **article 5 - droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **article 6 - ampliations**

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Marne, madame la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Champagne Ardenne et l'inspection des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à messieurs le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, Madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, messieurs le directeur du service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, le directeur régional de l'environnement, le directeur de l'agence de l'eau, ainsi qu'à monsieur le maire de BETHENIVILLE qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à monsieur le directeur de la société CRISTAL UNION à BETHENIVILLE.

Monsieur le Maire de BETHENIVILLE procèdera à l'affichage en mairie de l'arrêté préfectoral pendant un mois.

Châlons en Champagne, le 4 août 2003

**Pour le préfet,  
Le secrétaire général,**

**signé : Bernard Le Menn**